

COMMUNIQUE DE PRESSE

Spécial « Post-Covid : Mutations économiques et mécanismes d'accompagnement »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de sa dernière publication mensuelle « Maroc Conjoncture » n° 332. Il s'agit d'un spécial portant sur le Post-Covid : Mutations économiques et mécanismes d'accompagnement, dont voici les principaux axes :

Zone de Libre-Echange Continentale Africaine : Entrée en vigueur de la ZLECA, quelles perspectives ?

L'entrée en vigueur récente de la ZLECA pose des interrogations quant à ses perspectives économiques, et celles-ci sont prometteuses. S'il est pleinement mis en œuvre, l'accord pourrait accroître le revenu régional de 7 %, accélérer l'augmentation des rémunérations des travailleurs et sortir 98 millions de personnes de la pauvreté d'ici 2035. Le renforcement du commerce intra-africain aurait par ailleurs un impact qualitatif significatif sur la structure des économies du continent.

Si elle réussit son intégration régionale et continentale, l'Afrique du Nord serait particulièrement avantagée.

Généralisation de la Couverture Sociale : Quels enjeux ?

Le Maroc n'a pas dérogé l'approche ascensionnelle internationale dans la mise en place de son système de protection sociale. Ledit système, déployé sur plusieurs décennies, est constitué aujourd'hui en trois catégories. On y compte, en premier lieu, une sécurité de nature contributive dont la gestion est confiée à divers établissements dont les plus importants sont actuellement la Caisse marocaine de retraités (CMR), le Régime collectif d'allocation de retraite (RCAR), la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), la Caisse Nationale des Organismes de la Prévoyance Sociale (CNOPS)... A quoi s'ajoute une catégorie partiellement contributive représentée fondamentalement par le Régime d'Assistance Médicale aux économiquement démunis (RAMED) ; le tout est complété par des programmes de protection non contributive dont les plus représentatifs sont l'Initiative nationale de développement humain (INDH) ayant pour vocation de soutenir la génération de revenus et de l'emploi, Tayssir destiné à lutter contre les déperditions scolaires et autres institutions d'assistance aux personnes en situation de précarité... Le regroupement de ces composantes sous le vocable de système peut être considéré comme inapproprié, vu que celles-ci ne constituent qu'un mécanisme dépourvu de cohésion et de complémentarité. Il reste, toutefois, que le chantier le plus important serait celui de la généralisation de la couverture à toutes les couches sociales dans une perspective de consécration d'une universalité inclusive tant convoitée.

Dettes des Ménages : Une croissance comparable à la moyenne des 7 dernières années

Alors que toutes les économies de la planète sont confrontées aux conséquences économiques de la pandémie du Covid-19, on remarque une augmentation rapide de la dette à travers le monde. Le ratio dette/PIB a atteint des proportions inquiétantes. Cette tendance freine, de façon brutale, la reprise économique qui commençait à se dessiner après la crise financière déclenchée en 2007 et fait planer le spectre d'une montée des risques susceptible de plomber la croissance. Au Maroc, la dette de ménages auprès des banques et des sociétés de financement continuent d'évoluer à un taux annuel moyen de 5% portant ainsi le ratio dette des ménages sur le produit intérieur brut à 31,1% en 2019. Les prêts bancaires à la consommation représentent, quant à eux, 37% du total des montants octroyés aux ménages marocains.

Activité des Entreprises : Reprise contrariée par le contexte de la pandémie

En dépit de l'espoir permis par la mise au point et la validation de plusieurs vaccins anti-coronavirus, le retour à vie normale ne sera pas effective avant 2022, voire 2023. Dans le contexte de l'économie nationale, la synthèse des résultats de l'enquête réalisée par le HCP apportent un éclairage édifiant quant à l'impact, déstructurant, de cette crise sur les multiples aspects de la vie des milliers d'unités d'entreprises organisées opérant dans les secteurs secondaire et tertiaire.

Maroc Royaume-Uni : Quelles perspectives pour l'après-Brexit ?

Les relations commerciales entre le Maroc et le Royaume-Uni devront, pour l'essentiel, continuer à obéir aux mêmes dispositions régissant les échanges entre le Maroc et l'UE. L'accord conclu à cet effet en prévision de la rupture causée par le Brexit est applicable depuis le 1er Janvier. Il en résulte que, dans l'immédiat, peu de changements sont attendus entre les deux partenaires en matière de commerce et d'investissement. A terme cependant, de nouvelles perspectives pointent à l'horizon avec les opportunités d'intensification des échanges et le montage de partenariats et de projets en co-investissement pour la densification des échanges bilatéraux mais aussi pour la conquête de nouveaux marchés.

Perspectives 2021 : Le retournement : 5,8% de croissance

Plus d'une année sous l'emprise de la pandémie, le monde est éreinté. Les infections au coronavirus n'arrêtent pas de se propager et continuent à sévir dans toutes les régions de la planète fauchant sur leur parcours des centaines de milliers de morts, pour un triste bilan mondial de plus de deux millions de décès à ce jour. Les systèmes de santé les plus performants ont été mis à genoux et se sont montrés, de par leur fragilité et leur impréparation, incapables de limiter les dégâts provoqués par ce fléau. Un climat d'incertitudes et de craintes s'est installé poussant à un scepticisme parfois déroutant. La question récurrente qui a tarabudé les esprits, tout le long de ce morne périple d'une année, a été de savoir comment venir à bout de cette crise.